

Réchauffement : comment travaille le lobby des sceptiques

mardi 5 février 2008

- Articles de presse -

Le réchauffement n'existe pas, du moins certains le croient

Aux Etats-Unis, certains scientifiques, industriels et hommes politiques de droite continuent de nier l'existence du changement climatique. Enquête.

Barbara Boxer présidait la commission de l'environnement du Sénat depuis moins d'un mois quand le verdict est tombé en février dernier : "Le réchauffement du système climatique est sans équivoque", concluait un rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat [[GIEC](#)], l'organe international qui compile régulièrement les résultats de la recherche en climatologie], élaboré par 600 scientifiques travaillant pour les gouvernements, les universités, les associations écologistes ou des entreprises de quarante pays. Pis, il y a une probabilité de 90 % que les émissions de gaz à effet de serre provoquées par la combustion de carburants fossiles causent des vagues de chaleur plus graves entraînant des sécheresses plus longues et des pluies plus torrentielles qui donneront lieu à des inondations plus importantes. Pire que ce que prévoyaient les études précédentes. Voilà des décennies que certains contestent que le climat soit en train de changer du fait de l'activité humaine, mais Mme Boxer s'est dit qu'avec "*les énormes avancées de la science, le temps des sceptiques était compté*".

Alors qu'elle quittait une réunion avec le patron du GIEC, une collaboratrice lui communiqua pourtant une information stupéfiante : un lobby conservateur longtemps financé par la compagnie pétrolière ExxonMobil offrait 10 000 dollars à des scientifiques pour rédiger des articles critiquant le nouveau rapport et les modèles informatiques sur lequel il reposait. "J'ai compris, confie Mme Boxer, qu'il y avait derrière tout ça des gens résolus qui n'avaient pas l'intention de renoncer." Certes, 19 millions de personnes ont regardé les concerts Live Earth en juillet et les magazines "verts" remplissent les rayons des marchands de journaux, et Une vérité qui dérange, le film tiré du best-seller éponyme d'Al Gore, a remporté un oscar. Mais, en dehors de Hollywood, de Manhattan et autres lieux où vivent ceux qui causent, la machine à nier tourne à plein régime et continue à modeler la politique du gouvernement et l'opinion publique.

On cause

Les réunions au sommet sur le réchauffement se multiplient. La conférence internationale sur le climat des 27 et 28 septembre à Washington, voulue par George W. Bush, arrive après la réunion de Vienne, qui s'est conclue le 31 août, et avant la conférence de l'ONU sur le changement climatique (UNFCCC) de Bali, prévue du 3 au 14 décembre prochains. La conférence de Vienne a réuni un millier d'experts durant une semaine, à l'invitation de l'UNFCCC. En Indonésie, ce sont carrément les 191 Etats membres de cette instance onusienne qui se retrouvent à Bali (Indonésie) pour y définir l'après-Kyoto. Car le thème de toutes ces rencontres est de négocier les mesures qui devront prendre la relève de celles définies dans le protocole de Kyoto, qui expire en 2012.

Depuis la fin des années 1980, scientifiques dissidents, groupes de réflexion capitalistes et certaines grandes entreprises mènent une campagne savamment orchestrée et abondamment financée pour entretenir le doute à propos du changement climatique. En Europe et au Japon, la majorité des gens considèrent que le réchauffement climatique fait l'objet d'un large consensus chez les climatologues et que ceux-ci pensent que le climat est altéré par les gaz à effet de serre qui proviennent essentiellement de la combustion du charbon, du pétrole et du gaz naturel qui alimentent en énergie l'économie mondiale. L'influence de la machine à nier reste en revanche forte aux Etats-Unis, si l'on en croit un sondage réalisé cette année par *Newsweek* : 39 % des personnes interrogées déclarent que les climatologues sont "*largement divisés*" quant à la réalité du réchauffement de la planète ; 42 % déclarent qu'ils sont également divisés à propos du rôle de l'activité humaine dans le réchauffement climatique ; seuls 46 % pensent que l'effet de serre se fait déjà sentir aujourd'hui.

Résultat du travail de sape des sceptiques, les innombrables déclarations sur l'urgence de mettre un frein au changement climatique n'ont pour l'instant pas débouché sur grand-chose de concret. Certes, en septembre dernier, Arnold Schwarzenegger a signé une loi engageant la Californie à refaire revenir ses émissions de dioxyde de carbone au niveau de 1990 d'ici à 2020 et de les réduire encore de 80 % d'ici à 2050 ; certes, neuf grands groupes américains parmi lesquels Alcoa, Caterpillar, Duke Energy, Du Pont et General Electric ont appelé en janvier le Congrès des Etats-Unis à "*adopter une législation nationale stricte*" pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Mais, même si au moins huit projets de loi en ce sens ont été déposés, leur sort reste incertain.

En juin 1988, James Hansen, un climatologue de la NASA, fut invité à témoigner devant une commission du Sénat dont faisait partie Al Gore. Le chercheur déclara qu'il était sûr à 99 % que "*l'effet de serre était en train de changer le climat*". La réaction des industries impliquées fut immédiate. Des représentants des secteurs du pétrole, de l'acier et de l'automobile, entre autres, formèrent des groupes de pression portant des noms comme Coalition sur le climat planétaire (GCC) ou Comité d'information sur l'environnement (ICE). L'ICE décida de faire appel à des personnalités non convaincues de l'existence de l'effet de serre pour "*faire revenir le réchauffement de la planète au stade d'hypothèse théorique et non de réalité*" et semer le doute sur la recherche en climatologie, exactement comme les fabricants de cigarettes l'avaient fait pour la recherche sur le tabac. Les publicités de l'ICE interpellaient : "*Si la Terre se réchauffe, comment se fait-il que Minneapolis (ou le Kentucky, ou un autre site) se refroidit ?*" Le thème allait devenir récurrent : les données sur les températures sont manifestement fausses ; elles reflètent l'urbanisation (nombre de stations météorologiques se trouvent dans les villes ou proches des villes), et non un véritable réchauffement de la planète.

Les lobbies industriels ne pouvaient cependant se contenter de travailler l'opinion publique américaine. Ils devaient aussi faire face à une menace plus pressante : les propositions internationales pour lutter contre le réchauffement de la planète. Les Nations unies organisaient en 1992 un Sommet de la Terre à Rio de Janeiro et le changement climatique était la vedette du programme. L'ICE et la GCC réagirent en faisant fortement pression contre tout traité mondial sur la réduction des gaz à effet de serre. Ils furent épaulés par un rouage essentiel de la machine à nier : le George C. Marshall Institute, un groupe de réflexion conservateur. Deux mois à peine avant Rio, celui-ci publiait une étude concluant que les modèles avaient "*nettement exagéré l'importance*" de l'effet de serre et que le petit réchauffement qui se produisait peut-être reflétait une simple suractivité solaire.

La même tactique que les fabricants de cigarettes

La machine à nier adopta alors la tactique qui allait être au cœur de toutes ses campagnes : les groupes de réflexion s'associèrent avec des chercheurs dissidents qui étaient de leur avis. Le rapport évoqué ci-dessus fut ainsi repris par le météorologue Richard Lindzen, du MIT, dans une lettre au président George W. Bush. "*J'ai considéré que j'avais l'obligation morale de préciser que la recherche n'en n'était qu'à ses débuts, que le consensus n'existant pas et qu'il y avait beaucoup de raisons d'être sceptique*", déclara-t-il au magazine *Scientific American*. Le sommet de Rio [qui a

reconnu l'existence de l'effet de serre et recommandé aux Etats de faire revenir leurs émissions de gaz à effet de serre au niveau de 1990 d'ici à 2000] ouvrit la voie au sommet international de Kyoto où plus de cent pays allaient négocier un traité rendant obligatoire les recommandations de Rio qui avaient été largement ignorées. Le GIEC venait de publier son deuxième rapport, et les conclusions de ses 2 500 membres semblaient catastrophiques pour les contestataires : certes, les variations solaires contribuaient légèrement au changement climatique, mais les données montraient surtout "*une influence humaine perceptible sur le climat*". L'apparition de ce consensus ne perturba pas outre mesure la machine à nier. *"Elle n'a fait qu'accélérer le recrutement de scientifiques susceptibles de semer la dissension et de laisser entendre que la communauté des chercheurs était divisée"*, raconte Dan Becker, de l'organisation écologiste Sierra Club. Ces recrues prirent d'assaut les médias. Soucieuse de justice et d'objectivité, la presse "*n'évoqua plus l'influence humaine sur le climat qu'en précisant selon certains chercheurs, alors que l'immense majorité de la communauté scientifique admettait que les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine contribuent au réchauffement climatique*", raconte William Reilly, l'ancien patron de l'Agence américaine de l'environnement. Avec l'arrivée de George W. Bush à la présidence en 2001, la machine à nier avait désormais des amis à la Maison-Blanche. Dès mars de cette année-là, les Etats-Unis se retiraient du traité de Kyoto. Une décision prise au moment où le GIEC rendait son troisième rapport, qui concluait que les années 1990 étaient probablement la décennie la plus chaude de l'histoire de la météorologie et que le récent changement du climat était en partie "imputable à l'activité humaine".

Insensé

Dans une interview accordée à *El Mundo* lors de la 8e conférence des parties à la Convention des Nations unies pour la lutte contre la désertification, qui s'est tenue à Madrid du 3 au 14 septembre, le secrétaire exécutif de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, le Néerlandais Yvo de Boer, est allé droit au but : "*Il y aura toujours des sceptiques, mais au niveau de connaissance où nous sommes, nier le réchauffement climatique, c'est comme prétendre que la Terre est plate.*" Pour de Boer, "*il reste très peu de temps pour agir contre les effets du réchauffement climatique. Le protocole de Kyoto, qui expire en 2012, ne va aboutir qu'à une réduction de 5 % des émissions de gaz à effet de serre dans les pays industrialisés, alors que les scientifiques nous affirment qu'il faut parvenir à une baisse de moitié pour 2050.*" Dès lors, "*l'enjeu de la conférence de Bali, début décembre, est clair : il faut impérativement entamer les négociations sur le protocole qui succédera à celui de Kyoto, pour parvenir rapidement à une lutte enfin efficace contre le réchauffement.*".

La météo elle-même semblait conspirer contre les sceptiques. L'été 2003 fut particulièrement violent, avec une vague de chaleur qui tua des dizaines de milliers de personnes en Europe. Le consultant Franz Luntz, homme clé de la conquête du Congrès par le Parti républicain en 1994, recommanda alors à ses clients républicains d'"*insister plus que jamais sur les incertitudes du monde scientifique à propos du réchauffement*" tout en recrutant encore plus d'"*experts proches de leurs positions*". Les experts en question travaillaient rarement directement sur le sujet (Lindzen, du MIT, étant une exception), mais le public n'y prit pas garde. Pour la plupart des profanes, un scientifique est un scientifique.

Il ne fut pas difficile de convaincre le Congrès. "*A la Chambre des représentants, les responsables du groupe républicain considéraient en général qu'il n'était pas question de soutenir quoi que ce soit qui irait dans le sens d'un changement climatique*", raconte le républicain David Goldston, ancien secrétaire général de la commission des sciences de la Chambre. "*Nombre de membres du parti étaient convaincus que les résultats scientifiques avaient été truqués, voire inventés par les démocrates. Ils tiraient une grande partie de leurs informations de groupes de réflexion conservateurs et de groupes industriels.*" Quand, en 2003, le Sénat demanda l'élaboration d'une stratégie nationale pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, les deux Chambres durent accorder leurs violons. "*Le*

négociateur de la Chambre des représentants dit en gros : Vous savez, on n'acceptera pas ça', et celui du Sénat répondit : Ouais, on sait', et toute l'affaire fut enterrée dans une bonne humeur relative. C'était couru d'avance", ajoute Goldston.

Un noyautage en règle des institutions

La machine à nier ne veillait pas uniquement à étouffer les lois dans l'Suf. Elle s'efforçait également d'éviter que le public exige des actes. Il lui fallait donc gérer soigneusement ce qu'écrivaient et déclaraient les autorités et les scientifiques dépendant du pouvoir. Le gouvernement nomma d'anciens lobbyistes du charbon et du pétrole à des postes clés de l'élaboration de la politique climatique. Les autorités firent en sorte que tout rapport et tout discours jette un doute sur les conclusions des études climatologiques de façon à empêcher qu'elles puissent servir de base à des décisions politiques.

La réaction au dernier rapport du GIEC, en février 2007, a montré que les sceptiques avaient encore de la ressource. Non contents d'offrir 10 000 dollars aux scientifiques prêts à critiquer le texte, ils mettent en avant un nouveau thème : même si le monde est en train de se réchauffer, et même si ce réchauffement est dû en partie à la combustion des carburants fossiles, il n'y a pas de quoi s'inquiéter. D'une certaine manière, la machine à nier est désormais en mode pilotage automatique. *"Certains membres du Congrès ont complètement intégré cet état d'esprit"*, confie Manik Roy, du Centre Pew sur le réchauffement climatique, et ils n'ont donc plus besoin d'être conseillés par les groupes de réflexion et par les scientifiques dissidents qui les gavent d'arguments depuis vingt ans.

Malgré tout, les contestataires rencontrent toujours plus d'obstacles. Après s'être fait tancer par le Sénat pour avoir versé 19 millions de dollars durant plusieurs années à des organismes fournissant *"des données très contestables"*, pour reprendre les termes du sénateur [démocrate] Jay Rockefeller, ExxonMobil vient de mettre un terme à ce soutien. Un porte-parole du groupe pétrolier a déclaré en juin que celui-ci ne doutait pas des risques que posait le changement climatique. Autre choc, Bush a annoncé début août qu'il organiserait fin septembre un sommet sur le réchauffement, dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre en 2008. Les sceptiques en ont été sidérés. D'autant qu'en 2009, ils risquent de ne plus avoir d'amis à la Maison-Blanche. Tous les candidats démocrates à la présidence considèrent officiellement le réchauffement climatique comme une menace réelle et promettent de faire voter des réductions similaires à celles adoptées par la Californie et d'autres Etats. Dans le camp républicain, seul John McCain qui fut longtemps la principale personnalité républicaine à aborder la question soutient une telle politique.

Sharon Begley, Newsweek/ (paru dans Courrier international - n 881 - 20 sept. 2007)